

Pôle d'Intérêt Commun SCA SCB SMS de l'AP-HP

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES**

PIC 25-023 du 26/05/2025

- MARCHÉ À PROCÉDURE ADAPTÉE -

Objet : Fourniture de sacs à linge et consommables pour marquage textile pour le Service Central des Blanchisseries du Pôle d'Intérêt Commun SCA-SCB-SMS de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, pour une durée de trois ans.

| | | |
|------|--|-----------------|
| APHP | Consultation PIC 25-023 du 26/05/2025 | PIC SCA SCB SMS |
| MAPA | Cahier des Clauses Administratives Particulières | 1 / 13 |

SOMMAIRE

| | | |
|-------------------|---|-----------|
| ARTICLE 1 | OBJET DU MARCHE | 3 |
| 1.1 | OBJET | 3 |
| 1.2 | FORME DU MARCHE | 3 |
| 1.3 | ALLOTISSEMENT | 3 |
| 1.4 | DUREE | 3 |
| ARTICLE 2 | PRIX | 3 |
| 2.1 | CLAUDE DE SAUVEGARDE | 4 |
| 2.2 | CLAUDE DE REEXAMEN | 4 |
| ARTICLE 3 | DOCUMENTS CONTRACTUELS | 4 |
| ARTICLE 4 | COMMANDES – LIVRAISONS – RECEPTION | 5 |
| 4.1 | COMMANDES | 5 |
| 4.2 | LIVRAISONS | 5 |
| 4.3 | RECEPTION | 6 |
| ARTICLE 5 | CONTRÔLE – SUIVI DU MARCHE | 6 |
| 5.1 | CONTRÔLE | 6 |
| 5.2 | SUIVI DU MARCHE | 7 |
| 5.3 | GARANTIE | 7 |
| ARTICLE 6 | MODIFICATION DU MARCHE PUBLIC | 7 |
| 6.1 | CLAUDE DE REEXAMEN | 7 |
| 6.2 | CHANGEMENT DE STATUT DU TITULAIRE | 8 |
| 6.3 | CHANGEMENT DE PERSONNALITE MORALE DU TITULAIRE EN COURS D’EXECUTION | 8 |
| ARTICLE 7 | OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE | 8 |
| 7.1 | DONNEES STATISTIQUES | 8 |
| 7.2 | CERTIFICATS | 9 |
| 7.3 | SECRETE PROFESSIONNEL ET CONFIDENTIALITE | 9 |
| 7.4 | ACCES AUX ETABLISSEMENTS – IDENTIFICATION | 9 |
| 7.5 | FERMETURES POUR CONGES | 9 |
| 7.6 | DIFFUSION DES IMAGES | 9 |
| 7.7 | DIFFFUSION DES FICHES TECHNIQUES | 9 |
| ARTICLE 8 | FACTURATION – PAIEMENT | 10 |
| 8.1 | FACTURATION | 10 |
| 8.2 | PAIEMENT | 10 |
| 8.3 | AVANCES | 11 |
| ARTICLE 9 | ASSURANCES | 11 |
| ARTICLE 10 | NANTISSEMENT | 11 |
| ARTICLE 11 | RETENUE DE GARANTIE | 11 |
| ARTICLE 12 | PENALITES – RESILIATION | 12 |
| 12.1 | PENALITES | 12 |
| 12.2 | RESILIATION | 12 |
| ARTICLE 13 | LITIGES | 13 |
| ARTICLE 14 | DEROGATIONS | 13 |

ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ

1.1 OBJET

Fourniture de sacs à linge et consommables pour marquage textile pour le Service Central des Blanchisseries du Pôle d'Intérêt Commun SCA-SCB-SMS de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, pour une durée de trois ans.

Le détail des fournitures objets du marché est précisé dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

1.2 FORME DU MARCHÉ

Les marchés issus de la présente consultation seront conclus sous la forme d'accords-cadres mono-attributaires à bons de commande au sens de l'article R. 2162-2 du Code de la Commande Publique.

1.3 ALLOTISSEMENT

La présente consultation fait l'objet de deux lots :

| Lot | Objet |
|-----|--|
| 1 | Fourniture de sacs à linge |
| 2 | Fourniture de consommables pour marquage textile |

1.4 DUREE

Le marché est conclu pour une durée de trente-six (36) mois à compter de la date de notification.

ARTICLE 2 PRIX

Le marché est conclu à prix unitaires pour l'ensemble des fournitures listées au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) de la consultation PIC 25-014.

Les prix figurant en annexe à l'acte d'engagement du marché rémunèrent la totalité des coûts et des charges nécessaires à la fourniture en objet du marché.; les articles sont obligatoirement rendus franco de port et d'emballages sans minimum de commande.

Les prix du marché pourront être révisés annuellement à chaque date anniversaire du début de marché selon la formule suivante :

1ère révision : formule
$$P_1 = P_0 \times \frac{I_1}{I_0}$$

Pour laquelle :

- P1 : prix de règlement après la révision ;

| | | |
|------|--|-----------------|
| APHP | Consultation PIC 25-023 du 26/05/2025 | PIC SCA SCB SMS |
| MAPA | Cahier des Clauses Administratives Particulières | 3 / 13 |

- P0 : prix de l'offre figurant sur l'acte d'engagement ;
- I1 : dernier indice publié un mois avant la date d'effet de la révision ;
- I0 : indice du mois de début de marché.

2ème révision : formule
$$P_2 = P_1 \times \frac{I_2}{I_1}$$

Pour laquelle :

- P2 : prix de règlement après la deuxième révision ;
- P1 : prix résultant de la première révision ;
- I2 : dernier indice publié un mois avant la date d'effet de la deuxième révision ;
- I1 : dernier indice publié un mois avant la date d'effet de la première révision.

Indice utilisé : Indice INSEE en vigueur

Modalités

La révision des prix est régie par les dispositions suivantes :

- L'ajustement peut intervenir à la demande de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris ou du titulaire.
- La demande doit être adressée par mail, deux mois minimum avant l'application des nouveaux prix, à l'adresse marches.pic-sca-scb-sms@aphp.fr
- Sans l'opposition de l'une des deux parties, les nouveaux prix seront appliqués.
- En cas de désaccord, le Service Central des Blanchisseries enverra au titulaire un courrier en recommandé dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la demande.

2.1 CLAUSE DE SAUVEGARDE

Si l'augmentation annuelle des prix résultant de la révision de prix est supérieure à 2%, le SCB se réserve la possibilité de résilier le marché sans que le titulaire puisse prétendre à aucune indemnité.

2.2 CLAUSE DE REEXAMEN

En référence à l'article R2112-13 du Code de la Commande Publique, les conditions d'exécution financière du marché pourront être adaptées en cas de survenance d'événements susceptibles d'altérer l'équilibre financier du marché en cours de son exécution.

ARTICLE 3 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est régi par les documents mentionnés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financière, technique, délais contractuels, responsabilité sociétale et environnementale ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes ;

| | | |
|------|--|-----------------|
| APHP | Consultation PIC 25-023 du 26/05/2025 | PIC SCA SCB SMS |
| MAPA | Cahier des Clauses Administratives Particulières | 4 / 13 |

- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services (CCAG FCS), en vigueur à la date de la publication de l'avis de mise en concurrence ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance ;
- Le dossier technique ;
- Les bons de commande
- Tout document déposé avec l'offre.

ARTICLE 4 COMMANDES – LIVRAISONS – RECEPTION

4.1 COMMANDES

Elle sera établie par le PIC SCA - SCB - SMS et transmise au Titulaire par voie électronique. Le bon de commande comportera obligatoirement un n° (référence à 10 chiffres commençant par 45) et un code service à rappeler sur le bon de livraison et sur la facture, ainsi que l'objet détaillé de la commande, les date, heure et lieu de livraison.

L'émission du bon de commande pourra intervenir dès le premier jour d'exécution et sa durée de validité ne pourra excéder la durée de validité du marché.

Le titulaire a la faculté de faire agréer un ou plusieurs sous-traitants par le PIC pour pallier ses défaillances éventuelles.

Si la société titulaire du marché est située dans un autre Etat membre de la communauté européenne, tout bon de commande adressé au titulaire du marché par les établissements de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris : FR95267500452.

Après l'émission du bon de commande, le titulaire organise la totalité des opérations liées à la livraison, l'installation et à la mise en service des matériels et toutes les opérations décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières associé.

4.2 LIVRAISONS

La première livraison pourra avoir lieu dès la date de notification du marché. La dernière livraison ne pourra avoir lieu que durant la période de validité du marché.

Les fournitures sont rendues franco de port et d'emballage, sans minimum de commande.

Les livraisons seront effectuées en accord avec le responsable du Magasin de linge neuf et selon les conditions définies par celui-ci.

**Service Central des Blanchisseries
Magasin hôtelier**

14 Rue du Port aux Lions
94220 CHARENTON-LE-PONT
Portable : 06 77 42 92 79

| | | |
|------|--|-----------------|
| APHP | Consultation PIC 25-023 du 26/05/2025 | PIC SCA SCB SMS |
| MAPA | Cahier des Clauses Administratives Particulières | 5 / 13 |

Du lundi au vendredi de 8h00 à 12h00, à l'exception des jours fériés

La livraison devra être impérativement accompagnée d'un bordereau de livraison valorisé et d'un bon de transport mentionnant le n° du marché, établis en deux exemplaires, remis par le transporteur au moment de la livraison, et émargés par le réceptionnaire (cachet et signature originaux). Un exemplaire sera conservé par le PIC, un autre par le fournisseur.

Ce bordereau mentionnera obligatoirement :

- la date d'expédition ;
- la référence du bon de commande ou de l'ordre de service (n° et date) ;
- l'identification du titulaire du marché ;
- l'identification des fournitures livrées (nature, quantités et la répartition par colis s'il y a lieu) ;
- le n° du marché.

Les fournisseurs faisant appel à un transporteur devront lui communiquer les conditions définies ci-dessus et s'assurer du respect de celles-ci. Les camions devront obligatoirement être équipés d'un hayon élévateur, et / ou des matériels nécessaires au déchargement.

Le titulaire s'engage sur le délai de livraison qu'il a indiqué dans l'annexe à l'acte d'engagement.

4.3 RECEPTION

La réception et le contrôle des livraisons (donnant lieu à la signature d'un bon de livraison obligatoire) sont assurés par la Direction du PIC, conformément au Chapitre IV du Cahier des Clauses Administratives Générales en vigueur à la date de l'avis de mise en concurrence

Toute livraison donnera automatiquement lieu à des réserves qui ne seront levées qu'après examen de la conformité des produits avec les clauses spécifiques indiquées dans le présent Cahier et les fiches techniques déposés par le fournisseur et acceptés par l'Assistance Publique- Hôpitaux de Paris.

ARTICLE 5 CONTRÔLE – SUIVI DU MARCHÉ

5.1 CONTRÔLE

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit de contrôler à tout moment, par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée, la bonne exécution des prestations du titulaire.

Ce contrôle pourra porter sur :

- Les fournitures,
- La conformité aux normes et à la réglementation.

| | | |
|------|--|-----------------|
| APHP | Consultation PIC 25-023 du 26/05/2025 | PIC SCA SCB SMS |
| MAPA | Cahier des Clauses Administratives Particulières | 6 / 13 |

5.2 SUIVI DU MARCHÉ

Toute non-conformité observée dans la prestation ou par le réceptionnaire ou autre utilisateur du produit donnera lieu à l'émission d'une fiche ou lettre de non-conformité éditée par le PIC et communiquée au titulaire.

La fiche comprend une partie réservée au titulaire. Celui-ci est tenu, pendant toute la durée du marché, d'y répondre sous quinzaine, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus. La réponse doit être adressée au PIC.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse aux fiches ou de non-amélioration de la prestation, ou à l'issue des vérifications quantitatives et qualitatives, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, conformément aux articles du CCAG FCS sera prononcée ou une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution sera envoyée au titulaire. Après une seconde mise en demeure, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

Le PIC SCA - SCB - SMS se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire après émission d'une seule mise en demeure, dans les conditions prévues aux articles 41 et 45 du CCAG-FCS.

5.3 GARANTIE

Les fournitures seront garanties contre les vices cachés selon les dispositions des articles 1641 à 1649 du Code Civil.

La garantie couvre l'ensemble de la fourniture durant une période d'un an au minimum ou pour le nombre d'utilisations renseignées dans le cadre de réponses techniques,

ARTICLE 6 MODIFICATION DU MARCHÉ PUBLIC

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit d'acquérir auprès du titulaire retenu des fournitures nouvelles en lien avec l'objet du marché qui ne seraient pas identifiées à ce jour.

Les propositions et modifications seront formalisées et dématérialisées sur <https://www.marches-publics.gouv.fr>

6.1 CLAUSE DE REEXAMEN

En application du 1° de l'article L2194-1 du Code de la Commande Publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP en cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références au marché.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du RPA ou sur demande justifiée du Titulaire du marché par voie d'avenants. La demande devra parvenir au RPA par mail : marches.pic-sca-scb-sms@aphp.fr.

| | | |
|------|--|-----------------|
| APHP | Consultation PIC 25-023 du 26/05/2025 | PIC SCA SCB SMS |
| MAPA | Cahier des Clauses Administratives Particulières | 7 / 13 |

6.2 CHANGEMENT DE STATUT DU TITULAIRE

En cas de changement lié au statut du Titulaire, celui-ci doit adresser au PIC dans les plus brefs délais, une lettre recommandée avec accusé de réception ou par courrier électronique en communiquant un extrait du KBIS mentionnant ce changement à l'adresse suivante :

APHP PIC S.M.S – S.C.B – S.C.A
Service Central des Blanchisseries
Bureau des Marchés
52 Boulevard Vincent Auriol - BP 20257
75624 PARIS CEDEX 13
marches.pic-sca-scb-sms@aphp.fr

Les changements concernés par la présente clause sont les suivants :

- Changement de dénomination sociale sans création d'une personne morale nouvelle, ni transfert du marché à une autre personne morale.
- Changement de statut juridique
- Changement de références bancaires
- Changement d'adresse

Un certificat administratif est alors établi par le PIC.

6.3 CHANGEMENT DE PERSONNALITE MORALE DU TITULAIRE EN COURS D'EXECUTION

En cas de changement de personnalité morale du Titulaire, et avant tout transfert, celui-ci doit en avvertir le représentant du pouvoir adjudicateur par courrier électronique (marches.pic-sca-scb-sms@aphp.fr) dans les plus brefs délais.

Le représentant du pouvoir adjudicateur vérifie que le futur Titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales.

Pour ce faire, le Titulaire doit, au regard des articles R2143-6 à R 2143-10 du Code de la Commande Publique, produire l'ensemble des pièces justifiantes de ces capacités.

Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités suffisantes, un avenant de transfert établi par le RPA est alors adressé au Titulaire. Dans le cas contraire, l'APHP peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 7 OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

7.1 DONNEES STATISTIQUES

Sur demande du PIC SCA - SCB - SMS, le candidat retenu s'engage à fournir un bilan au format Excel des commandes et livraisons par type d'articles jusqu'à la fin de la période d'exécution du marché.

| | | |
|------|--|-----------------|
| APHP | Consultation PIC 25-023 du 26/05/2025 | PIC SCA SCB SMS |
| MAPA | Cahier des Clauses Administratives Particulières | 8 / 13 |

7.2 CERTIFICATS

A compter de la date d'attribution du marché, le titulaire est tenu de transmettre et d'actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'AP-HP n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du Code du Travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

Pour ce faire, l'AP-HP recourt à une plateforme sur laquelle les titulaires du marché devront obligatoirement se créer un compte dès l'attribution du marché, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution.

7.3 SECRET PROFESSIONNEL ET CONFIDENTIALITE

Le titulaire est contractuellement tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

L'AP-HP pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation ou de non-respect du secret professionnel.

7.4 ACCES AUX ETABLISSEMENTS – IDENTIFICATION

Les personnels du titulaire ou ses préposés et sous-traitants ont accès aux locaux des établissements de l'AP-HP sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

7.5 FERMETURES POUR CONGES

En cas de fermeture pour congés annuels, le titulaire devra informer le PIC deux mois minimum avant la date prévue de fermeture.

7.6 DIFFUSION DES IMAGES

Uniquement après validation de la Direction du PIC.

7.7 DIFFUSION DES FICHES TECHNIQUES

Le titulaire est tenu de remettre l'ensemble des manuels, notices et fiches techniques des produits retenus au marché sous format papier lors de la livraison des fournitures, en sus de la documentation PDF à joindre à l'offre dématérialisée.

| | | |
|------|--|-----------------|
| APHP | Consultation PIC 25-023 du 26/05/2025 | PIC SCA SCB SMS |
| MAPA | Cahier des Clauses Administratives Particulières | 9 / 13 |

ARTICLE 8 FACTURATION – PAIEMENT

8.1 FACTURATION

Les factures ne doivent comporter aucune condition générale de vente. Dans le cas contraire, celles-ci seraient réputées nulles et non avenues.

Conformément au décret n° 2019-748 du 21 juillet 2019 relatif à la facturation électronique, le titulaire du marché devra adresser ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Portail Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures électroniques seront transmises sur ce portail en utilisant le mode EDI, ou en déposant des fichiers PDF (signés ou non signés).

Les prix facturés sont obligatoirement rendus franco de port quelle que soit la quantité commandée.

Les factures doivent indiquer :

- La mention « Facture »
- Le numéro d'ordre de la facture ;
- Nom et adresse du créancier ;
- Les coordonnées complètes de son compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement ;
- Les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- Le code APE ;
- La désignation de chaque article livré (marque, quantité) ou de la prestation ;
- Le montant hors taxes par article et hors taxes avec remise (si remise proposée) ;
- Le taux et le montant des taxes ;
- Le montant total des fournitures livrées T.T.C. ;
- Les n° des bons de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) ;
- Le code service de l'établissement ayant passé commande (présent sur le bon de commande) ;
- Le numéro de marché ;
- Les n° des bons de livraison des fournitures et leur date ou la date de réalisation de la prestation.

L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.

Les produits ou prestations hors marché devront faire l'objet d'une facturation différente.

8.2 PAIEMENT

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du Cahier des Clauses Administratives Générales.

En application de l'article R. 2192-11 du Code de la Commande Publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

| | | |
|------|--|-----------------|
| APHP | Consultation PIC 25-023 du 26/05/2025 | PIC SCA SCB SMS |
| MAPA | Cahier des Clauses Administratives Particulières | 10 / 13 |

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la commande publique.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

8.3 AVANCES

Le titulaire bénéficie d'une avance sous réserve des conditions visées aux articles L. 2191-2 et L. 2191-3 du Code de la Commande Publique.

Il peut y renoncer en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement (AE).

ARTICLE 9 ASSURANCES

Le Titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile :

- à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations ;
- Pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- Pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation.

ARTICLE 10 NANTISSEMENT

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement prévu à l'article L2191-8 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 11 RETENUE DE GARANTIE

Le fournisseur est par défaut dispensé du versement de la retenue de garantie. Toutefois, le marché peut faire l'objet d'une garantie prévue à l'article L2191-7 du Code de la Commande Publique.

| | | |
|------|--|-----------------|
| APHP | Consultation PIC 25-023 du 26/05/2025 | PIC SCA SCB SMS |
| MAPA | Cahier des Clauses Administratives Particulières | 11 / 13 |

ARTICLE 12 PENALITES – RESILIATION

12.1 PENALITES

Dans le cas où le titulaire n'aurait pas effectué sa livraison dans les délais prévus, il serait passible envers l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris, à titre de dommages et intérêts, à partir du jour qui suivra l'expiration des délais, d'une pénalité portant sur la portion de livraison restant à fournir et calculée selon la formule :

$$P = \frac{V \times R}{1.000}$$

Pour laquelle :

- P : montant de la pénalité
- V : valeur de règlement de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable
- R : nombre de jours de retard

(Article 14 du Cahier des Clauses Administratives Générales)

Cette pénalité sera imputée au titulaire, sous forme d'avoir, sur la facture relative à la livraison suivante.

Indépendamment des pénalités de retard, l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris aura la faculté de pourvoir aux besoins du service aux frais et risques du fournisseur.

12.2 RESILIATION

L'APHP peut, si le prestataire ne remplit pas les obligations que lui impose le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières ou le Cahier des Clauses Administratives Générales (FCS), ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, de manière à compromettre les intérêts du service, prononcer la résiliation du marché après deux mises en demeure ou une seule mise en demeure en cas de manquement particulièrement important ou dans les autres conditions prévues au CCAG FCS (Chapitre VII).

Le PIC SCA - SCB - SMS se réserve le droit d'appliquer ces dernières nonobstant celles prévues aux articles 5 et 6 du CCAP. Le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Sans réponse satisfaisante du titulaire, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut alors passer un marché de substitution avec d'autres fournisseurs, aux frais et risques du fournisseur défaillant, après notification à ce dernier, et ce conformément aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales FCS en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence.

Le marché sera résilié sans indemnité aux torts du Titulaire en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-5 à R243-12 du Code de la Commande Publique, et ce sans mise en demeure préalable.

| | | |
|------|--|-----------------|
| APHP | Consultation PIC 25-023 du 26/05/2025 | PIC SCA SCB SMS |
| MAPA | Cahier des Clauses Administratives Particulières | 12 / 13 |

ARTICLE 13 LITIGES

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas, ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris et le titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

ARTICLE 14 DEROGATIONS

L'article 12.1 du présent cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) déroge à l'article 14 du CCAG FCS relatif aux « pénalités pour retard ».

Les articles 5 et 12 du présent cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dérogent à l'article 41.1 du CCAG FCS relatif à la résiliation aux torts pour défaut d'acquittement des obligations.

Le titulaire ¹

¹ Indiquer le nom et la qualité du signataire du marché et apposer le cachet commercial après avoir paraphé toutes les pages du présent document

| | | |
|------|--|-----------------|
| APHP | Consultation PIC 25-023 du 26/05/2025 | PIC SCA SCB SMS |
| MAPA | Cahier des Clauses Administratives Particulières | 13 / 13 |